



Saint-Avertin le 24 novembre 2020

communiqué intersyndical

Pour la Défense de nos libertés individuelles et collectives Nous exigeons que le projet de loi sur la sécurité globale soit retiré !

Depuis plusieurs années, les organisations syndicales départementales CGT, FO, FSU, Solidaires 37 se sont toujours retrouvées pour défendre les droits et les libertés individuelles et collectives fondamentales (dont la liberté syndicale). Tel fût le cas face à des attaques à la liberté de manifester et face à la répression et à la violence gouvernementales (rassemblement du samedi 13 avril 2019 à Tours contre la loi dite anti-casseurs). Les organisations syndicales départementales condamnent avec la plus grande fermeté les événements qui se sont déroulés lundi soir place de la République à Paris sur ordre du préfet et de son ministre, c'est inacceptable.

Très récemment encore nos analyses communes, nous ont amené à prendre publiquement position pour la levée immédiate de « l'état d'urgence sanitaire » avec un rassemblement le 27 mai 2020, rassemblement qui fut suivi de la signature d'un texte en juillet intitulé « UNI(E)S POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES LA RÉPRESSION NE NOUS FERA PAS TAIRE ! », état d'urgence sanitaire qui sous couvert de décision du conseil scientifique a produit nombre d'ordonnances et de décrets qui remettent en cause les droits collectifs des salarié-es (cf durée du travail par exemple)

Aujourd'hui un nouveau cran est franchi avec **ce projet de loi de sécurité globale**, alors que nous sommes toujours sous régime d'exception gouverné par un conseil de défense, qui tel un nouveau conseil des ministres impose au législatif la prorogation de l'état d'urgence, pour tenter de juguler la profonde crise sociale (voire politique), qui détruit des milliers d'emplois à travers le pays et qui voit la précarité et la pauvreté exploser sur tout le territoire. Parallèlement le gouvernement entend poursuivre toutes ces contre-réformes dans l'ensemble de la fonction publique, de l'assurance chômage et des retraites, pour lesquelles nous réclamons leur abandon immédiat, contre-réformes qui vont accélérer la casse des services publics et des droits collectifs des salarié-es.

Ce projet de loi de sécurité globale est contesté depuis plusieurs jours par des milliers de personnes qui dénoncent cette dérive pour le moins autoritaire du pouvoir. Il est certain que ce projet concentre en lui tout ce qui vient d'être exposé, et qu'il nous place indubitablement sous la coupe des renforcements des pouvoirs des différentes polices (des entreprises de sécurité privée se voient même habilitées à exercer des missions de service public). En effet, pour nos organisations syndicales, les nouvelles dispositions en discussion ont pour vocation de faciliter la répression des militant-es et d'intensifier les pratiques de passage, de gaz et de grenade lacrymogène. L'utilisation de caméras et drones permettant la reconnaissance faciale des militant-es lors de manifestations constitue un outil supplémentaire de surveillance généralisée.

La liberté de la presse est également dans le viseur avec la création d'un nouveau délit qui empêche la diffusion d'images des personnels de police ou de gendarmerie.

Pour toutes ces raisons nous exigeons le retrait immédiat de ce projet de loi qui s'oppose aux principes républicains « liberté-égalité-fraternité » et qui s'en prend aux libertés fondamentales dont celle de manifester ! **L'heure est à l'action et à la mobilisation :**

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, FSU et Solidaires appellent les salarié-es, retraité-es, les personnes privées d'emploi, les jeunes et plus largement les citoyen-nes attaché-es à la démocratie à participer au rassemblement puis à la manifestation (avec masques et dans le respect des gestes barrières) :

SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020 à 15H00, PLACE JEAN JAURÈS à TOURS